



Paris le 28 mai 2010

## Près de 40 % de grévistes à la Direction générale des finances publiques

La mobilisation a été une fois de plus forte au sein de la Direction générale des finances publiques (DGFIP). Avec près de 40 % d'agents en grève, la DGFIP vient une nouvelle fois de s'illustrer comme un secteur au sein duquel le mécontentement est profond et durable.

Cette situation ne doit rien au hasard : qu'il s'agisse de l'emploi, des conditions de travail, des retraites ou des salaires, les revendications des agents de la DGFIP se heurtent à un front du refus des différents interlocuteurs :

- sur l'emploi, la DGFIP a perdu 18 000 emplois en 8 ans alors que la charge de travail augmente sensiblement dans tous les services (voir notre dossier du 26 mai : [http://www.snui.fr/gen/cp/dp/dp2010/DP\\_orientations-DGFIP\\_260510.pdf](http://www.snui.fr/gen/cp/dp/dp2010/DP_orientations-DGFIP_260510.pdf)),
- sur les salaires, la hausse des qualifications des agents de la DGFIP ne s'est pas traduite dans les rémunérations,
- sur les conditions de travail qui se dégradent du fait des suppressions d'emplois, de la succession de réformes (notamment dans le cadre des opérations découlant de la fusion « impôts/trésor ») et du management de plus en plus déconnecté des réalités fiscales d'autre part,
- sur les retraites, les déclarations et les orientations conduiront à une baisse du taux de remplacement et du niveau des pensions des fonctionnaires.

Lors des grèves du premier semestre 2009, comme lors de celles du premier trimestre 2010, la mobilisation a constamment été importante au sein de la DGFIP, elle a toujours été largement plus importante que dans les autres secteurs.

Ce malaise se traduit au cours des journées de grèves et de mobilisations successives, qu'elles soient nationales (dans un cadre interprofessionnel) ou locales (40 journées de grèves ou de mobilisation ont été organisées dans les services départementaux de la DGFIP fin 2009 et début 2010). Ceci démontre sans peine qu'il existe un malaise tout à la fois propre à la DGFIP et touchant également aux grandes questions interprofessionnelles.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires s'emploiera donc à porter sans relâche les revendications en matière d'emploi, de rémunération, de conditions de travail et de retraites.